



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 03 juillet 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02 juillet 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SUEZ RV ENERGIE**

29 Avenue d'Italie  
68110 Illzach

Références : 0006702258\_2025\_07\_02\_SuezRVEnergie\_Illzach\_VIPreventionTTR  
Code AIOT : 0006702258

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02 juillet 2025 dans l'établissement SUEZ RV ENERGIE implanté 29 av. d'Italie 68110 Illzach. L'inspection a été annoncée le 07/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrivait dans le cadre de l'action régionale sur la prévention incendie dans le secteur des déchets.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV ENERGIE
- 29 av. d'Italie 68110 Illzach
- Code AIOT : 0006702258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement exerce une activité de déchetterie professionnelle, des activités de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'une activité de traitement de déchets non dangereux en vue de leur valorisation.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie
- Action régionale « prévention du risque incendie dans le secteur des déchets »

**Référentiel réglementaire :**

- Arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (mentionné dans les textes applicables par l'arrêté préfectoral ci-dessous)
- Arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2022 relatif à l'exploitation d'un site de traitement de déchets situé au 29 avenue d'Italie à ILLZACH (68110) et exploité par la société SUEZ RV Energie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4.	Demande d'action corrective	3 mois
4	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 10/06/2022, article Article 6.3.1	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection fait apparaître des non-conformités sur plusieurs points donnant lieu à une mise en demeure (état des stocks de déchets d'équipements électriques et électroniques, entreposage des batteries au lithium) ou à des demandes d'actions correctives (plan de défense contre l'incendie, formation du personnel, moyen de lutte contre l'incendie) en fonction de l'enjeu.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Comptabilité des stocks de DEEE
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>En compléments du registre prévu au point 3.4 de l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'il envoie: - un fût de batterie lithium et piles en mélange tous les 4 à 6 mois à l'éco-organisme en charge de la collecte de ce type de fût ; - l'intégralité des autres déchets d'équipements électriques ou électroniques (DEEE) deux fois par semaine.  Il indique que son état des stocks hebdomadaire est constitué par le courriel qu'il envoie à l'organisme en charge de la collecte des DEEE deux fois par semaine. Il est constaté que l'exploitant ne dispose pas d'état des stocks actualisé de manière quotidienne pour les déchets dangereux et de manière hebdomadaire pour les autres types de déchets, le courriel ne pouvant constituer un état des stocks. Cela constitue une non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Tri des DEEE contenant des piles ou des batteries
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de maintenances.</i> [...]
<b>Constats :</b>

**Séparation des flux de déchets**

Il est constaté que l'exploitant sépare les flux de DEEE entre les piles ou batteries d'un côté et le reste des DEEE de l'autre.

Il n'est pas constaté au jour de l'inspection de DEEE contenant des batteries autre que les fûts de piles ou batteries.

Cela n'appelle pas de remarque de l'Inspection.

**Entreposage**

Il est par ailleurs constaté que les fûts de piles ou batteries se trouvent le long d'un mur, à proximité immédiate d'une voie de service pouvant être empruntée par des camions, camionnettes ou chariot élévateur.

Ceci constitue une non-conformité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Plan de défense contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

*L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.*

*Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.*

*Il comprend au minimum :*

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes non ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec

mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu au point 3.5 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

### **Constats :**

Il est constaté que l'exploitant dispose d'un plan de défense contre l'incendie édité le 3 juillet 2024 et mis à jour en février 2025.

Il est constaté que le document comporte les informations suivantes:

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

Ce schéma comporte néanmoins l'indication d'un système d'extinction d'incendie sur le site alors que le site n'en est pas équipé.

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées et non ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

Ce plan devra être remis à jour dès lors que le site aura changé l'organisation des entreposages de déchets.

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu au point 3.5 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Il est constaté l'absence :

- du plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- du plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec

<p>mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la description sommaire du fonctionnement opérationnel et les attestations de conformité des moyens automatiques de protection contre l'incendie constitué par les deux armoires pour déchets toxiques/organiques ;</li> <li>- de la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.</li> </ul> <p>Cela constitue des non-conformités. S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra le plan de défense contre l'incendie mis à jour avec les éléments manquants ou devant être modifiés eu égard à la situation réelle de l'établissement ( système d'extinction d'incendie et organisation des entreposages de déchets).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Maîtrise des incendies

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des incendies</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations déclarées au 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2024.</i></p> <p><i>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</i></p> <p><i>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</i></p> <p><i>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p>

**Moyen d'appel des services de secours**

Il est constaté que l'exploitant dispose de plusieurs moyens pour prévenir les services d'incendie et de secours (SDIS) en cas d'incendie: téléphonie fixe et mobile des employés de la société, sous-traitance de la télésurveillance - hors heures ouvrées - qui contactera le cas échéant le SDIS en cas de levée de doute de la détection incendie.

**Exercice de défense contre l'incendie**

Il est constaté que l'exploitant a réalisé un retour d'expérience à la suite d'un départ de feu le 25 septembre 2024 valorisé comme exercice de défense contre l'incendie.

**Formation du personnel**

Il est constaté que les employés du site ont bénéficié d'une formation à la manipulation des extincteurs les 20, 24 et 26 novembre 2024, par un organisme externe. L'Inspection a vérifié par sondage les attestations de formation.

L'exploitant indique que l'information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre est effectué à travers des "causeries", notamment les dernières en dates portant sur les thèmes "permis de feu", "sensibiliser" et "cesser le feu".

Cela n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Concernant la manipulation des robinets d'incendie armés, la formation a été réalisée à l'installation de ceux-ci en août 2024, sans qu'il n'ait été formalisé d'attestations, y compris lors de formations internes à l'établissement.

Concernant la formation au transport et à l'utilisation du sable, aucune formation n'a été mise en œuvre, ni aucune consigne quant à leur utilisation potentielle sur un feu de DEEE.

Cela constitue des non-conformités. S'agissant de non-conformités de formalisation documentaire ou de mise en place de formation interne, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées et sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/06/2022, article Article 6.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

*L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après:*

- des poteaux d'incendie normalisés assurant un débit simultané de 180m<sup>3</sup>/h.

*Le poteau d'incendie le plus proche doit être situé à 100 mètres maximum de l'entrée des bâtiments (tracé réel des voies). La distance entre deux poteaux d'incendie doit être égale à 150 mètres maximum.*

*Les moyens sont complétés par les moyens suivants ;*

- des extincteurs, en nombre et en qualité, adaptés aux risques doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et, notamment, à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes



de chargement et de déchargement des produits et déchets ;  
• des robinets d'incendie armés.

**Article 4.1 de l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :**

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :  
[...]

- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

#### **Constats :**

Il est constaté que l'installation est équipée:

- d'un poteau incendie à l'intérieur de l'installation, complété par un poteau incendie à l'extérieur de l'installation, à moins de 100 mètres de l'entrée des bâtiments et distant de moins de 150 mètres du poteau incendie interne à l'établissement (relevé par un système de cartographie) ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements et facilement accessibles. Il est constaté, par sondage, que les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;
- de robinets d'incendie armés (RIA) ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (cf. point de constat n°3) ;
- d'un plan des bâtiments et des aires de gestion des déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque aire de stockage.
- d'une réserve de sable, accompagnée d'une pelle.

Concernant le plan des bâtiments, la modification de l'installation à venir va modifier les entreposages de type de déchets. Ce plan devra être remis à jour (cf. point de constat n°3).

Il est constaté que les extincteurs ont été mis en place le 13 juin 2024 et que l'exploitant a prévu une vérification le 31 juillet 2025. Cela constitue une non-conformité puisque le délai entre deux vérifications ne peut excéder douze mois.

Compte-tenu des actions engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.

Il est constaté que les robinets d'incendie armés ont été mis en place le 27 août 2024 et que

<p>l'exploitant a prévu une vérification le 31 juillet 2025.</p> <p>Il est par ailleurs constaté que l'exploitant dispose d'un test des deux poteaux incendie en simultané démontrant un débit supérieur à 180 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Il dispose également d'une vérification de moins d'un an en ce qui concerne le poteau incendie intérieur au site et dont l'organisme de contrôle a indiqué "débit conforme à 1 bar". Ce débit est donc supérieur à 60m<sup>3</sup>/h sans que la valeur ne soit indiquée.</p> <p>Pour autant, en additionnant cette valeur minimale de 60m<sup>3</sup>/h et le dernier test du poteau incendie extérieur, il est constaté que le débit reste supérieur à 180m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Cela n'appelle pas de remarque de l'Inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra la vérification des extincteurs et des RIA à l'Inspection dans un délai maximal de deux mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>